

PARTIS POLITIQUES ET VIOLENCE ASSOCIÉE AUX JEUNES AU BURKINA FASO

Ouagadougou, Burkina Faso



Introduction

Après plusieurs années de régimes d'exception, le Burkina Faso va enclencher un processus de démocratisation à partir de 1991 avec l'adoption d'une nouvelle Constitution¹ qui marque le retour à une démocratie pluraliste. Le pays rentrait ainsi formellement dans une ère de rupture avec l'autoritarisme pour s'engager résolument dans un processus démocratique (Nations unies, 1999). Dans la construction de cette démocratie, les partis politiques jouent un rôle déterminant, surtout dans la mise en place d'institutions démocratiques et dans l'émergence d'une citoyenneté à même de soutenir la construction de l'État de droit.

Mais comme on peut le constater dans bien des États africains, les partis politiques peuvent aussi être des facteurs de crises sociopolitiques quand leurs pratiques ne vont pas dans le sens des valeurs de la République. Ainsi la compétition partisane, au lieu de permettre l'approfondissement de la démocratie, engendre plutôt des tensions politiques qui peuvent approfondir les clivages entre les citoyens. Dans la lutte pour le pouvoir, les partis politiques ont souvent pour appui les jeunes. Les jeunes qui sont la couche sociale majoritaire sont aussi ceux qui ressentent le plus souvent la nécessité de l'engagement politique comme moyen de jouir pleinement de leurs droits. Ils sont aussi les plus susceptibles de basculer dans la violence politique dont la définition la plus large est selon Braud, celle de Nieburg², qui la définit comme l'ensemble « *des actes de désorganisation, destruction, blessures, dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances,*

1. La constitution du 2 juin 1991 consacre l'État de droit dans un régime semi-présidentiel qui confirme la séparation des pouvoirs : pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

2. Nieburg Harold, *Political Violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969.



l'exécution, et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social. » (Braud, 1993 : 3).

Lors d'un focus group organisé avec des jeunes dans le cadre de notre étude, il ressort que dans la plupart des cas de violence, l'explication se trouve dans « *les sentiments d'injustice sociale que les gens ressentent. Ils se sentent lésés, par le chômage, le fait de ne pas être écoutés. Mais aussi par le manque de confiance aux institutions de la république et par le manque de confiance dans les autorités.* »³ Les propos des jeunes du focus group corroborent l'idée selon laquelle la plupart des cas de violence politique sont fondés sur des frustrations (Davies, 1971 ; Torquino, 2006). Celles-ci sont souvent le résultat d'un trop grand décalage entre ce que les individus se sentent autorisés à convoiter et les biens qu'ils peuvent dans la réalité obtenir. Ces frustrations sont explosives lorsqu'elles touchent de manière concomitante un groupe social dans son ensemble (Torquino, 2006). Mais quelle peut-être la part des partis politiques dans l'émergence ou la résilience à la violence, notamment au niveau des jeunes ?

La présente analyse vise à mettre en relief la problématique de la violence associée aux jeunes, en rapport avec les partis politiques au Burkina Faso. Elle passera en revue une double dimension de la fonction des partis politiques en lien avec la violence. Dans un premier temps, en tant que facteurs de résilience aux violences des jeunes, puis dans un second temps en tant que structures pouvant engendrer de la conflictualité dans la société.

Cette analyse s'inscrit dans le projet de recherche « Stratégies de résistance pour contrer l'engagement des jeunes dans la violence en Afrique » élaboré et mis en œuvre conjointement par l'Institut pour la gouvernance et le développement (IGD), l'Université catholique de Bukavu (UCB) et le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de Bruxelles. Ce projet, financé par le Centre de recherche sur le développement international (CRDI), s'articule autour de cette question centrale : par quels mécanismes les jeunes (femmes et hommes) s'adaptent-ils pour résister à la tentation de la violence et aussi surmonter les situations d'exclusion auxquelles ils sont confrontés ?

À PROPOS DE L'ENQUÊTE

L'étude a ciblé des citoyens burkinabè, hommes et femmes, âgés de 18 à 35 ans et résidant dans les régions du Centre et des Hauts-Bassins, en milieu urbain et en milieu rural. La tranche d'âge a été fixée en tenant compte du critère de la Charte africaine de la jeunesse adoptée en 2006 par l'Union africaine (UA). Selon l'UA, est jeune toute personne dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Au total, 1 200 jeunes ont été enquêtés, dont 28 % ont affirmé militer dans des partis politiques.

Pour une question d'éthique, nous avons exclu les personnes n'ayant pas encore 18 ans, qui est au Burkina Faso l'âge de la majorité. L'étude a combiné deux types de techniques d'enquête, l'une qualitative (juillet 2017) et l'autre quantitative (février 2018). Pour la technique qualitative, un guide d'entretien a été utilisé tandis que pour la technique quantitative, un questionnaire a été administré aux enquêtés grâce à des tablettes.

1. Le Système partisan au Burkina Faso comme facteur de résilience

La fin des années 90 et la première décennie des années 2000 au Burkina Faso sont marquées par plusieurs manifestations populaires⁴. Toutes ces manifestations populaires

3. Rapport synthèse des entretiens de focus groups.

4. On peut citer ici les manifestations plus ou moins violentes et les grandes mobilisations populaires de 1998, les

ont eu en leur cœur des jeunes dans le sens de l'activisme sur le terrain. Même si bien souvent les leaders qui portent ces manifestations populaires restent des hommes politiques ou des responsables de la société civile⁵. En dépit de ces remous sociopolitiques, le Burkina Faso a jusque-là su être résilient à des formes de violence déstructurantes du « vivre-ensemble ». Le pays était même cité pendant longtemps comme un exemple de stabilité dans la sous-région. Quelle est la part du système partisan dans cette résilience à l'exercice de la violence politique notamment par les jeunes, au Burkina Faso ? La résilience s'entendant ici comme la capacité à résister à la tentation de la violence, notamment politique. Selon Augustin Loada et Peter Romaniuk :

« Malgré ses lacunes, le système démocratique au Burkina Faso est marqué par l'existence d'une constitution, l'organisation d'élections libres (...). C'est fondamentalement ce système qui aide à réguler les conflits d'accès au pouvoir et à établir une certaine stabilité politique. Les leaders politiques burkinabè reconnaissent en général cette idée, et le sentiment de responsabilité qu'ils affichent souvent peut servir de source de résilience. Malgré quelques dérapages, en particulier en temps de crise ou en période électorale, ils observent leur devoir et dissuadent et empêchent les militants de recourir à la violence. » (Loada et Romaniuk, 2014 : 34)

Le système partisan au Burkina Faso peut être perçu comme un facteur de résilience à la violence politique à deux niveaux : premièrement par le fait que le système partisan y favorise la stabilité politique, deuxièmement par le fait que ce système offre une possibilité ou un cadre d'inclusion politique des jeunes.

1.1 Le système partisan comme facteur de stabilité politique

La résilience du Burkina Faso à la violence peut s'expliquer en partie par l'existence d'un système partisan qui ne s'est pas inscrit dans une logique de compétition politique qui privilégie la violence comme ressource politique. Déjà dans les années 70, la société politique burkinabè a fait l'expérience de la démocratie multipartite à travers quelques compétitions électorales comme celle de 1978. Bien qu'étant issu de l'armée et ayant accédé au pouvoir suite au soulèvement populaire de 1966, le général Sangoulé Lamizana fut mis en ballottage au premier tour par son challenger Macaire Ouédraogo. Dans « un environnement dominé par le parti unique », « la Haute-Volta a pu se payer le luxe de la démocratie » (Loada, 1999 : 136-151). On peut donc soutenir l'idée de l'acceptation d'un système partisan multipartite et pluraliste, qui prend forme depuis les années 70⁶.

Le constat de l'existence d'une société politique burkinabè marquée par la compétition politique est un fait, même s'il reste que les États d'exception occupent une grande partie de l'histoire politique contemporaine du Burkina Faso. D'ailleurs les militaires de 1966 à 2014 sont restés au cœur du système politique, en « tenue ou en civil » (Hilgers et Mazzocchetti : 5-18).

À partir de 1991, avec l'acceptation formelle du retour à la démocratie, les partis politiques au Burkina Faso vont davantage participer de la compétition politique non violente

grèves des scolaires et étudiants de 2004 et 2008, les soulèvements populaires de 2011 suite au décès de l'élève Justin Zongo. Sans omettre l'insurrection populaire de 2014 qui a été relativement violente et qui a été suivie par la résistance face au putsch de 2015.

5. Les deux plus grandes mobilisations populations populaires depuis l'ouverture démocratiques (1998 et 2014) ont été portées avant tout par des leaders de l'opposition politique et des leaders de la société civile (d'abord les leaders syndicats en 1998 et des leaders d'OSC de nouvelle génération en 2014).

6. Selon Loada (1999 : 140), cela a été possible aussi grâce à « l'existence d'une société civile combative, qui a su préserver un minimum d'autonomie par rapport aux velléités de contrôle des différents régimes qui se sont succédés ».

et du système partisan en restant quelque peu fidèles à leur vocation telle qu'elle apparaît dans l'article 13 de la charte des partis politiques :

« Les partis et formations politiques se créent librement. Ils concourent à l'animation de la vie politique, à l'information et à l'éducation du peuple ainsi qu'à l'expression du suffrage. Ils mènent librement leurs activités dans le respect des lois. Tous les partis et formations politiques sont égaux en droits et en devoirs. Toutefois, ne sont pas autorisés les partis ou formations politiques tribalistes, régionalistes, confessionnels ou racistes. »

Ce choix des partis politiques qui participent volontiers de la compétition politique partisane a renforcé la résilience des militants et particulièrement des jeunes face à la violence politique. L'exemple de l'élection présidentielle ayant suivi la transition politique de 2015 est parlante quant au fait que l'acceptation de la compétition partisane et ses règles est une option qui renforce la stabilité politique et partant la résilience du pays. Suite à la proclamation des résultats, l'actuel chef de file de l'opposition n'a pas manqué d'aller féliciter le vainqueur Roch Kaboré. Cet exemple peut être perçu comme la manifestation d'un élan positif vers l'approfondissement du processus de démocratisation fondée sur des élections libres et transparentes. Ainsi, l'existence et l'acceptation des règles de la compétition politique démocratique est un moyen d'évitement de la violence politique et de l'instrumentalisation des militants, particulièrement des jeunes qui s'engagent dans les partis politiques.

Par ailleurs, les partis politiques burkinabè, depuis la génération des Joseph Ki-Zerbo⁷ ont privilégié les débats et clivages idéologiques au lieu du recours à d'autres ressources politiques comme l'appartenance communautaire, régionale ou religieuse. Cette donne favorise aussi la stabilité du pays en empêchant de basculer dans des clivages autres que purement partisans et/ou idéologiques. Les propos de certains de nos interlocuteurs soulignent cette perspective lorsqu'il est abordé avec eux la question du fonctionnement des partis politiques au Burkina Faso :

« Au Burkina Faso, nous avons des sources de résilience populaires qui ont permis au pays de rester debout jusqu'à aujourd'hui. Ces sources sont en grande partie liées à l'absence de partis politiques ethniques ou régionaux. Le pays lui-même est bâti sur un socle fédérateur et multiethnique. Sans oublier que dans notre histoire, l'idéologie de gauche du personnel politique et l'existence de cadre informel pour discuter des crises politiques sont importants pour éviter les longues crises. »⁸

Dans cette même perspective, un autre jeune enquêté affirme que pour lui, l'évitement de la déstructuration du tissu social burkinabè réside dans le fait que *« les partis politiques ont su éviter dans l'histoire la politisation des ethnies, à la différence par exemple d'un pays comme la Côte-d'Ivoire »⁹*. Lors des focus groups, il apparaît une autre approche qui s'inscrit dans la ligne de l'idée selon laquelle les partis politiques burkinabè offrent même l'opportunité de dépasser le repli sur soi pour agir pour le bien commun : *« l'adhésion dans les partis politiques permet de surmonter les problèmes d'exclusion car le militantisme partisan, c'est pour le bien commun »¹⁰*.

7. Historien et homme politique burkinabè, Joseph Ki-Zerbo (1922-2006) est notamment connu pour avoir apporté un nouvel éclairage sur les études relatives à l'histoire du continent africain. Il a initié un mouvement dont la finalité était de rendre aux Africains un certain contrôle sur *« la définition de leur passé »*.

8. Entretien à Ouagadougou le 10 juin 2017 avec Idrissa Barry, journaliste et militant de la société civile.

9. Entretien à Ouagadougou le 17 juillet 2017 avec un jeune commerçant ayant participé à l'insurrection populaire de 2014.

10. Rapport synthèse des entretiens de focus groups.

La nature des partis politiques au Burkina Faso, permet de continuer l'implémentation d'un système partisan qui empêche l'instrumentalisation non seulement des militants politiques mais aussi des communautés (qu'elles soient religieuses ou ethniques). Voilà pourquoi le système partisan y compte parmi les facteurs de résilience du pays (Loada et Romaniuk, 2013).

En plus dans les modes d'expression de l'action politique collective, toutes les instances politiques agissent en revendiquant une certaine légitimité populaire. Si les notions « peuple », « populaire » peuvent paraître abstraites voire « démagogiques » à priori, il reste que se revendiquer du peuple est une posture qui a empêché d'aller dans le jusqu'au-boutisme dans bien des manifestations sociopolitiques. Cet aspect du système politique burkinabè où tous se revendiquent du peuple a aussi permis dans l'histoire d'éviter le basculement du pays :

« Ce sont des revendications et des actions dites populaires qui ont permis aux Burkinabè d'éviter que les limites de l'acceptable soient dépassées aux moments chauds de son histoire. Car, au Burkina Faso il existe toujours un sens de responsabilité et de moralité malgré les exactions commises et les dérives constatées. Jusque-là, c'est ce sens de responsabilité et de moralité qui a emmené les Burkinabè à éviter le pire lorsque le pays a frôlé la catastrophe. En plus des avancées démocratiques et des jeux politiques (...) c'est dans ce sens de responsabilité citoyenne et de moralité politique que les germes d'un Burkina Faso nouveau peuvent être pensés et prendre racine pour permettre à une véritable culture démocratique à la sauce burkinabè de prospérer. » (Hagberg, Kibora et al, 2016 : 88)

1.2 Le système partisan comme cadre d'inclusion politique des jeunes

Il s'agit ici de montrer que le système partisan au Burkina Faso peut favoriser la résilience des jeunes à la violence en leur offrant des cadres de participation politique. Cette participation des jeunes est nécessaire afin de leur offrir des moyens d'expression politique républicaine qui les rendent moins vulnérables aux élans d'expressions violentes lors des revendications et contestations. Il est d'ailleurs admis que moins les jeunes sont inclus dans le système politique, plus ils cherchent des voies et moyens d'expression informelle qui peuvent constituer des voies d'entrée dans la violence (Arnaud, Ray et al, 2016) :

« Dans les pays sahéliens, les jeunes souffrent d'un déficit de représentation politique, qui alimente en retour leur faible participation conventionnelle. Face à cette crise de la représentation élitaire et de la participation politique conventionnelle, leur engagement politique se traduit par un foisonnement de réseaux associatifs (...). Dans toute la région, les jeunes se sentent bafoués par des États corrompus, une situation qui alimente des tensions intergénérationnelles et constitue un facteur-clé d'entrée dans la violence. »

En 2017, le ministère de la Jeunesse dans ses statistiques présente la situation démographique de la jeunesse au Burkina Faso comme suit :

« La situation démographique des jeunes au Burkina Faso reste marquée par un accroissement continu et une forte représentativité numérique dans la population totale. (...). La population jeune du pays se caractérise par son extrême jeunesse. Sa structure par groupes d'âges quinquennaux présente des proportions décroissantes de 15 ans à 34 ans révolus. En effet, avec 34,4 % de jeunes âgés de 15 à 24 ans et 27 % âgés de 20 à 24 ans, les jeunes de moins de 25 ans constituent plus de 60 % de la population jeune en 2017. (...) » (ministère de la Jeunesse, 2017 : 10).

Ainsi avec la grande partie de la population burkinabè qui est jeune, il est crucial d'accorder une place à cette catégorie sociale dans le système politique. L'inclusion politique des jeunes dans le système partisan est une voie pour renforcer leur résilience à la violence et donc pour éviter les risques de basculement dans la violence. Le système politique, en leur accordant une place, participe à affaiblir les facteurs de vulnérabilité à la violence des jeunes, car comme on a coutume de le dire : la jeunesse peut constituer « une bombe à retardement » si elle n'est pas suffisamment prise en compte dans la vie politique.

Si les partis politiques ont souvent suscité méfiance et critiques de la part des jeunes, dont plusieurs percevaient la politique comme un business (De Bonneval, 2011), il reste que ces partis constituent néanmoins une opportunité de participation politique des jeunes dans des cadres organisés et légaux. Cela contre une forme de militantisme anémique qui s'exprime dans le seul élan de la contestation de l'ordre politique établi, avec la possibilité d'ouvrir la voie à la violence comme mode d'action politique.

Les partis politiques peuvent constituer pour la jeunesse un moyen de socialisation politique fondée sur des valeurs démocratiques, mais aussi des cadres qui offrent la possibilité d'affiner leur sens de la compétition partisane non violente, de la tolérance face à des idées contradictoires, et de la citoyenneté de façon générale. En d'autres termes, le système partisan est/peut être un champ d'apprentissage de la démocratie pour la jeunesse.

Les jeunes eux-mêmes ne sont pas ignorants de ce que la politique partisane peut constituer l'une des voies qu'ils ont pour se former, jouer leur rôle citoyen et public ; mais aussi pour se faire entendre, sans passer par des voies violentes. Ces propos ci-dessous¹¹ sont illustratifs de cette assertion. D'abord il y a ceux qui affirment que :

« Le militantisme partisan nous aide à avoir des connaissances globales sur les formes d'exclusion, à nous former et à faire face à ces cas d'exclusion » ; ou encore : « Les jeunes sont confrontés à de nombreux problèmes de discriminations et comme c'est en politique qu'on prend les grandes décisions du pays, il faut qu'ils y soient pour remédier aux problèmes des jeunes qu'ils connaissent mieux parce qu'étant jeunes. »

Ensuite pour les autres :

« Le fait de se retrouver dans un cadre (politique) permet d'unir les forces. Parce que seul on n'y peut rien. » ou : « Dans un parti politique on apprend aux jeunes à être utiles à la société », « un parti politique est un lieu de formation par excellence. On y reçoit des formations aussi sur les cas d'exclusion et cela permet de faire face », « le militantisme partisan permet aux jeunes d'être beaucoup plus proches des autorités et de porter directement leurs préoccupations ».

Enfin, il y a ceux qui suggèrent que les jeunes doivent de plus en plus s'engager dans la politique partisane, car cet engagement constitue l'une des voies de lutte contre les injustices sociales et du changement :

« Les jeunes doivent beaucoup adhérer en politique car c'est le lieu par excellence pour combattre l'injustice », « l'engagement politique permet de fédérer les efforts pour apporter un changement sur tous les plans. »

Il résulte de ce qui précède que bien des jeunes Burkinabè sont conscients de ce que le système partisan peut constituer pour eux une source de résilience mais aussi un moyen d'impulsion du changement. Alors les partis politiques doivent davantage faire

11. Rapport de synthèse des entretiens de focus groups.

concrètement de la place aux jeunes dans leurs instances, de sorte à être de véritables cadres de socialisation politique et d'émergence pacifique d'un nouveau leadership politique au Burkina Faso.

Les recommandations du dialogue politique tenu du 15 au 22 juillet 2019 n'ont pas omis d'ailleurs cette nécessité de l'inclusion politique des jeunes. Les partis politiques présents à ce dialogue recommandent entre autres « *d'accentuer la promotion des valeurs nationales avec un accent prononcé sur la frange enfants et jeunes* » et de « *promouvoir l'accès de jeunes aux postes électifs et nominatifs* » (Rapport du dialogue politique, 2019 : 8-11).

2. Les tendances conflictuelles de la compétition politique

Lors des focus groups réalisés dans le cadre de l'étude, à la question de savoir s'ils ont déjà participé à des actes de violence ou s'ils ont connaissance de quelqu'un qui y a pris part, face à une injustice ou un problème quelconque, tous les jeunes participants répondent par l'affirmative. Il résulte de leurs propos *qu'ils ont soit eux-mêmes participé directement à des actes de violence face à une injustice ou un problème donné ou qu'ils ont connaissance de quelqu'un qui en a pris part*¹².

La prégnance de la violence (exercée d'un point de vue collectif par les jeunes) dans la trajectoire sociopolitique du Burkina Faso est significative de la trajectoire d'un État à l'histoire politique assez mouvementée tant au niveau de son dynamisme politique qu'au niveau des troubles qui ont émaillé cette trajectoire. Des années 60 à aujourd'hui, on peut compter deux insurrections populaires, cinq coups d'État et plusieurs manifestations populaires avec plus ou moins de violence. Les partis politiques sont souvent au cœur de ces manifestations populaires (en plus des syndicats et d'autres organisations de la société civile). On ne saurait analyser toutes ces manifestations en faisant abstraction de la lutte partisane pour la conquête et l'exercice du pouvoir. Toute chose qui montre que la compétition partisane peut conduire à des tensions sociopolitiques, d'où la dimension conflictuelle de cette compétition politique.

La dimension conflictuelle du système partisan sera analysée dans le cadre de cette section à deux niveaux. D'abord en montrant que la compétition politique peut-être un facteur qui renforce les clivages sociaux par l'exacerbation des tensions sociopolitiques, puis par le fait que la jeunesse peut être instrumentalisée dans cette compétition politique. Ce deuxième niveau de cette section va tendre à montrer que la jeunesse est une catégorie facilement manipulable dans le jeu de la compétition politique (Muntunutwiwe, 2013).

2.1 La compétition politique comme facteur d'exacerbation des tensions sociopolitiques

Un homme politique de l'ex-majorité présidentielle décrit le champ politique burkinabè comme étant un lieu de lutte constante où celui qui a le rapport de force en sa faveur finit par s'imposer aux autres. Il dit en l'occurrence que « *les acteurs politiques burkinabè ont cette tendance à considérer le jeu politique comme étant fondamentalement un jeu de rapports de forces. C'est cela qui engendre la plupart du temps les intrigues, les inimitiés car il faut mettre son adversaire politique en difficulté et cela par tous les moyens* »¹³. Cette perception de la politique comme un jeu de rapports de forces est plausible aussi bien au niveau de la compétition inter-partisane qu'au niveau des structures internes

12. Rapport synthèse des entretiens de focus groups.

13. Entretien à Ouagadougou le 19 juillet 2017 avec un cadre du CDP.

des partis politiques. Parfois, la concurrence politique basée sur les rapports de forces dégénère en violence réelle sur le terrain, en période électorale.

Lors des élections municipales de 2016 par exemple, le pays a assisté à une montée vertigineuse des contradictions entre les partisans des partis politiques, avec des expressions de violences rares sur la scène politique burkinabè. « *Si les élections se sont déroulées dans le calme dans l'ensemble, les violences post-électorales ont atteint un niveau jamais égalé au moment de la désignation des maires. Cette situation a contribué à semer les germes de division et de violence souvent sur fond de questions ethniques.* » (Hagberg, Kibora et al, 2016 : 50) Les partisans des partis politiques comme le MPP¹⁴ et l'UPC¹⁵, et dans une certaine mesure le CDP¹⁶, la NAFA¹⁷, le NTD¹⁸ ont été au cœur des affrontements d'abord lors de la campagne électorale pour les élections municipales du 22 mai 2016, puis lors de la désignation des maires et des conseils municipaux. Plus d'une dizaine de localités ont subi des affrontements et des violences graves et généralisées¹⁹.

Le bilan de ces violences politiques fait voir des actes de vandalisme, des agressions, de nombreux blessés, des personnes expulsées et au moins trois morts. Le président Roch Kaboré s'est exprimé sur cette situation en ces termes :

« Quand on voit que certains démembrements de la CENI ont été attaqués, brûlés et des papiers déchirés, cela montre un état que nous devons arrêter. Nous pouvons faire de la politique, avoir des déviations de temps en temps, mais il faut que nous arrêtons de prendre en agression permanente, soit la CENI ou engager des bagarres qui entraînent des blessés. C'est vraiment la première fois que j'estime que nous avons franchi le Rubicon au niveau des partis. Il faut qu'il y ait une introspection, quels que soient les partis concernés, pour que nous ne nous comportions pas de cette manière demain. »²⁰

La compétition politique peut ainsi être un facteur de violence, dans le processus de lutte des acteurs pour accéder à des positions de pouvoir. L'existence de divers partis politiques peut contribuer à créer des clivages entre les citoyens voire à approfondir les clivages entre les groupes sociaux comme le soutient la sociologie des partis élaborée dans certaines théories matérialistes (Offerlé, 2010 : 28-29). Le système partisan n'obéissant pas toujours au respect des règles du jeu démocratique peut être l'un des facteurs de vulnérabilités des individus face à la violence politique. Plus particulièrement des jeunes qui sont comme indiqué ci-dessus la catégorie sociale la plus active quand il s'agit de contestation et d'activisme militant sur le terrain.

Par ailleurs, le système partisan au Burkina Faso est de plus en plus marqué par des tensions. L'approfondissement des contradictions entre les acteurs politiques au pouvoir et ceux de l'opposition est plus manifeste. En témoignent les propos et débats passionnés entre les militants des partis politiques sur les réseaux sociaux, notamment et lors des émissions radiophoniques interactives²¹. La tendance à l'approfondissement des clivages

14. Mouvement du peuple pour le progrès, parti issu du CDP et actuellement au pouvoir.

15. Union pour le peuple et le changement, principal parti de l'opposition au Burkina Faso.

16. Congrès pour la démocratie et le progrès.

17. Nouvelle alliance au Faso.

18. Nouveau temps pour la démocratie.

19. Parmi les localités qui ont été touchées par les violences, on peut citer : Gomboro, Peni, Andemtenga, Kantchari, Sabcé, Kongoussi, Arrondissement 4 de Bobo-Dioulasso, Arrondissement n°8 de Ouagadougou, Karanguasso-Vigue, Koubri, Kaya.

20. Ce propos de Roch Kaboré est disponible ici : <http://lepays.bf/elections-municipales-de-2016-president-faso-a-vote-a-lecole-primaire-b-de-patte-doie/>

21. Il existe sur les réseaux sociaux au Burkina Faso des groupes publics contrôlés chacun par des activistes des

politiques et sociaux au regard des questions de justice en cours comme le procès du putsch de 2015 ou encore le probable futur procès de l'insurrection populaire de 2014, devient aussi plausible.

Un autre constat est que depuis l'accession de Roch Kaboré au pouvoir, le champ politique est marqué par des déclarations virulentes, qui bien que participant de l'animation politique, illustrent aussi la conflictualité du système partisan. Les partis politiques ne se privent pas de déclarations acerbes, repris sur les réseaux sociaux par leurs partisans, souvent avec passion et des tendances au dénigrement voire à la diffamation²². Déjà dès la première année de gouvernance du MPP, le chef de file de l'opposition dans un mémorandum affirmait :

« Comment peut-on caractériser la gouvernance politique sous le règne du MPP ? Pour l'opposition, elle est chaotique. (...) une fois au pouvoir, le MPP est rentré dans sa léthargie. Sur les grandes questions politiques, le parti est absent. La faillite la plus spectaculaire, c'est celle idéologique. Parti d'obédience sociale-démocrate, le MPP se retrouve à pratiquer maladroitement et sans vergogne une politique libérale. » (Mémorandum du CFOP, 2017 : 10-12).

La réponse/réplique du MPP vis-à-vis du mémorandum de l'opposition est tout autant marquée par de la virulence, en témoigne cet extrait :

« L'attelage hybride, contre-nature et funeste UPC, ADF/RDA, CDP, NAFA et comparses regroupés au sein d'une pseudo-opposition, après le désaveu des urnes, dévoile par voie de presse ses allures putschistes. En effet, dénué de programme, rongé par l'amertume de la déroute électorale, ce club de politiciens revanchards vient de répandre leur bile sur la République, ses institutions et ses nobles serviteurs. »²³

Aujourd'hui, il n'est pas à exclure que la montée des tensions communautaires soit instrumentalisée par les partis politiques dans un contexte de détérioration de la situation sécuritaire. Le cas du massacre des citoyens issus de la communauté peule en janvier 2019 à Yirgou illustre ce risque de conflit identitaire. Ce contexte délétère dans lequel l'autorité de l'État s'est affaibli a d'ailleurs pendant un moment été perçu par les partisans du pouvoir comme une situation créée par l'opposition afin de saboter la gouvernance du MPP. Une partie de l'opposition réunie au sein de la CODER²⁴ soulignait face aux accusations des partisans du pouvoir que *« l'expression des contradictions, sous la forme de divergences politiques inconciliables jusqu'à leur traduction en violences multiformes, a eu un impact négatif sur la cohésion sociale. À ce jour, elles continuent d'être exploitées par les uns contre les autres et d'alimenter les rancœurs »*. (CODER, 2018 : 6).

partis politiques. Ainsi les célèbres groupes « Tirs croisés » et « Débats politiques » contrôlés par les militants de l'opposition et du parti au pouvoir suscitent énormément de discussions partisans passionnées et souvent très tendues. Les émissions radiophoniques qui donnent la possibilité aux auditeurs d'intervenir sur les ondes chaque matin connaissent aussi beaucoup d'engouement et donnent lieu à des interventions souvent passionnées sur des radios comme Savane FM, Ouaga FM, Oméga FM.

22. Un exemple célèbre de diffamation sur les réseaux sociaux est celui des jeunes militants du MPP qui ont reconnu avoir diffamé l'ex-directrice du CNSS en la taxant d'être une militante de l'UPC qui a utilisé l'argent du CNSS pour la campagne électorale de l'UPC. Suite à un procès, ces jeunes militants ont été tenus de présenter des excuses publiques : <https://netafrique.net/burkina-faso-diffamation-mme-ouedraogo-nee-valmede-berthe-brigitte-ex-dg-de-la-cnss-gagne-son-contre-des-activistes-du-mpp/>

23. <https://www.burkina24.com/2017/02/12/memorandum-de-lopposition-la-reponse-du-mpp/>

24. La Coalition pour la démocratie et la réconciliation nationale est un regroupement de partis politiques de l'opposition composé aujourd'hui de sept (7) partis politiques (l'ADF-RDA, le CDP, Le Faso Autrement, la NAFA, les Républicains, le RSR et l'UNDD) et de deux organisations de la société civile (l'Association des dockers et manoeuvres du Burkina et le Club des anciens pour la paix) a été mise en place le 16 octobre 2016.

La situation sécuritaire ayant atteint un degré de dégradation élevée ne suffit pas à taire les contradictions politiques. Bien plus il y a une exacerbation de ces contradictions qui s'inscrivent au fond dans la logique de la compétition politique partisane. Les enjeux des élections de 2020 qui constituent une préoccupation majeure pour la classe politique burkinabè interpellent plus d'un observateur sur le respect des règles du jeu de la compétition politique, mais aussi sur les risques d'une crise électorale.

La dimension conflictuelle du système partisan explique en partie les réactions de quelques jeunes présents lors du focus group qui ont une perception dépréciative de la politique partisane. Un de ces jeunes s'exprime en ces termes : « *en politique il n'y a aucune valeur morale. Dans les partis politiques les uns et les autres y sont pour les intérêts personnels, pas pour les intérêts collectifs.* » Un autre ajoute qu'« *en politique, les intérêts prennent le dessus; ce sont les divisions, les tensions, une guerre de positionnement* »²⁵.

2.2 La jeunesse comme ressource politique « manipulable » dans la compétition politique

L'histoire politique récente dans certains pays en Afrique de l'Ouest montre que la participation politique des jeunes peut être utilisée comme une ressource de déstructuration des liens sociaux, pouvant conduire à des crises profondes voire à des guerres civiles. La politique de partis peut embrigader des jeunes dans les logiques de conquêtes du pouvoir. Ce constat peut se faire sur la crise ivoirienne où les jeunes partisans du RDR²⁶ se sont enrôlés en masse au sein de la rébellion, avec en face d'eux des jeunes du FPI²⁷ enrôlés au sein des milices armées de « jeunes patriotes ». Ainsi des conflits complexes opposant socialement des communautés sur des problèmes objectifs comme le foncier, la nationalité, le partage des richesses etc., vont trouver un écho favorable dans la récupération politicienne, alimentant les épisodes de crises sociopolitiques de la décennie 2000 en Côte-d'Ivoire (Koffi, Ouattara *et al*, 2014).

La tendance à utiliser les jeunes comme des acteurs de l'agitation et de confrontation politique partisane peut se percevoir aussi au Burkina Faso dans une certaine mesure. Lors de l'insurrection populaire de 2014 et lors du coup d'État de 2015, au-delà des militants des organisations de la société civile, les jeunes militants des partis politiques en répondant aux mots d'ordre de leurs partis agissaient de part et d'autre dans les rues pour imposer le rapport de force en leur faveur. Dans les villes de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou par exemple, plusieurs domiciles de responsables politiques ont été incendiés aussi bien en 2014 qu'en 2015. Toute chose qui montre que le système partisan peut constituer une source de violence qui s'exerce à travers la jeunesse au nom d'intérêts partisans et de la lutte pour le pouvoir.

Si la jeunesse est généralement plus utilisée par les partis politiques dans la lutte pour le pouvoir, cela peut s'expliquer par le fait qu'elle constitue une catégorie facilement manipulable (Muntunutiwe, 2013). Prenant le cas du Burundi, Muntunutiwe nous dit que :

« Les jeunes sont très dynamiques et influençables (...). Par conséquent, les jeunes deviennent des canaux de diffusion des idéologies partisans. Corollairement, ils sont facilement recrutés compte tenu de leurs situations quotidiennes. Pour les chômeurs, cette activité devient une occasion d'engranger quelques dividendes, c'est-à-dire obtenir les gains de la participation politique non-conventionnelle. (...). En outre,

25. Propos de participants du focus group, rapport synthèse des entretiens de focus groups.

26. Rassemblement des républicains, parti au pouvoir en Côte-d'Ivoire.

27. Front populaire ivoirien, parti de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo.

ces jeunes constituent une force malléable en cas de besoin. (...). L'idéologisation de ces jeunes dissimule les objectifs réels de l'activité politique préélectorale : celle de se construire un espace d'adhésion et de contrôle des voix. » (Muntunutiwe, 2013).

Un autre facteur qui peut faciliter le passage de la jeunesse à l'exercice de la violence politique semble être l'insuffisance de sa formation politique. Cette lacune se comprend ici comme une insuffisance de capacité d'analyse des enjeux politiques et de socialisation politique. Ce qui pour certains analystes constitue un facteur de vulnérabilité à l'instrumentalisation. La jeunesse actuelle, contrairement aux aînés sociaux n'a pas forcément connu des cadres de formation et de socialisation citoyenne et politique qui lui offrent des outils adéquats d'analyse et de positionnement politique face aux enjeux de l'époque. Cette insuffisance de formation politique limite la participation au débat politique contradictoire, mais aussi constitue un frein à l'adoption d'attitudes conformes à la culture démocratique. Du coup, la jeunesse est plus encline à l'exercice de la violence politique, à l'intolérance politique. Le manque de formation lié aussi à l'insuffisance des cadres institutionnels de socialisation constitue pour la jeunesse actuelle un facteur de vulnérabilité selon Luntumbue : « *L'effondrement du système éducatif et des institutions publiques dans nombre de pays, laisse sans perspective d'avenir une majeure partie de la jeunesse et favorise la montée d'une culture politique intolérante, en rupture avec les modes de lutte civique pacifiques.* » (Luntumbue, 2014 : 8).

Une personne ressource interrogée sur les jeunes et la politique au Burkina Faso actuel ne manque pas aussi de souligner le manque de formation politique des jeunes : « *Contrairement à vous, nous, nous avons évolué dans un environnement où on avait la FEANF et l'UGEV. Ce qui nous a permis de nous former politiquement et ça nous a permis de participer avec une bonne conscience politique à l'animation de la vie politique. Quand on était aux études, nous disions qu'il fallait être politiquement conscient et techniquement compétent.* »²⁸

De plus pour certains observateurs de la vie politique burkinabè, si pendant longtemps le système partisan au Burkina Faso a constitué une source de résilience au basculement du pays dans une crise durable, c'est aussi parce que les hommes politiques des années 80 ont connu une socialisation politique dans les mêmes cadres estudiantins et autres cellules politiques. En effet, plusieurs de ces hommes politiques sont issus des organisations à obédience communiste. Ces organisations communistes qui historiquement vont s'émietter pour donner naissance à plusieurs groupuscules divisés (Loada, 1999).

Il y a entre ces acteurs politiques une forte interconnaissance et interpénétration qui a permis de passer par des voies informelles pour résoudre les crises sociopolitiques comme celle de 1998²⁹. Mais avec l'explosion démographique et les mutations sociales en cours, les jeunes militants des partis politiques se connaissent de moins en moins. Il y a une faible interconnaissance et des liens sociaux peu intimes entre eux. Cela peut rendre plus difficile la résolution des contradictions politiques. Surtout si les acteurs (jeunes) ne sont pas suffisamment coutumiers des processus et modes de négociations démocratiques, ils deviennent plus vulnérables au basculement dans la violence comme l'indique Braud : « *Utiliser la violence dans les sociétés démocratiques (...), témoigne d'une*

28. Entretien à Ouagadougou, juillet 2019 avec un homme politique : ancien militant du Parti africain de l'indépendance et ancien syndicaliste.

29. Cette information apparaît dans trois entretiens que nous avons réalisés : entretien réalisé à Ouagadougou le 5 juin 2017 avec Kinda Athanase, ancien élève du lycée Nelson et facilitateur de dialogue entre populations et FDS ; entretien réalisé à Ouagadougou le 10 juin 2017 avec Idrissa Barry, journaliste ; entretien réalisé le 10 juillet 2019 à Ouagadougou avec Nouffou Zougmoré, journaliste.

impatience ou/et d'une impuissance à utiliser les procédures routinières de négociation et de représentation. » (Braud, 1993 : 6). Il faut donc aux partis politiques plus d'engagement dans le sens de l'implémentation d'une véritable culture démocratique qui allie formation citoyenne et compétition partisane pour éviter que la jeunesse ne soit une ressource politique encline à la résolution des contradictions politiques par le recours à la violence.

Conclusion

La compétition politique au Burkina Faso est dynamique et s'inscrit dans cette période post insurrection dans une perspective partisane encore plus dense. La lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir d'État ne cesse d'opposer les partisans des différents partis politiques aussi bien dans le débat public que sur le terrain en vue de mobiliser les électeurs pour les futures échéances électorales de 2020. Cette réalité illustre l'existence d'un marché politique et d'entrepreneurs politiques dont la présence est favorable à l'expression d'une véritable démocratie pluraliste qui est l'une des conditions de l'approfondissement et de la consolidation de la démocratie. La mobilisation politique actuelle qui s'entend comme « *un ensemble des processus permettant la création et la pérennisation d'un marché politique où des agents sont en occurrence pour le courtage politique et tentent d'échanger des biens politiques contre des soutiens actifs ou passifs* » (Offerlé, 2010 : 20), est significative d'une société politique qui est déterminée à jouer son rôle dans la construction d'un État de droit démocratique.

Mais les partis politiques, pour réaliser sur le long terme leur vocation originelle, se doivent de respecter les règles du jeu de la compétition politique démocratique. Tant que les démarches des acteurs coïncident avec le respect des règles du jeu, le système partisan ne peut que renforcer la résilience à la violence et constituer un cadre qui protège les jeunes de l'instrumentalisation politique/politicienne; favorisant ainsi la stabilité politique du pays. Cela n'a pas toujours été le cas historiquement, car des tensions politiques récentes ont montré que le système partisan porte aussi des dimensions conflictuelles qui, poussées à l'extrême, peuvent ébranler le « vivre-ensemble ». Renforcer la résilience du pays nécessite donc un renforcement constant de la culture démocratique au sein des partis politiques mais aussi la formation citoyenne et politique des jeunes; sans omettre de leur faire une place dans les instances politiques. Cela d'autant plus que moins les jeunes sont inclus politiquement, plus leur tendance à la contestation violente de l'ordre établi sur fond de conflit de génération est plausible, comme le dit si bien Luntumbue : « *Les sociétés ouest-africaines se caractérisent notamment par une forte croissance démographique et une population majoritairement jeune. (...) Cependant, l'exercice du pouvoir reste principalement aux mains des aînés et le leadership tarde à se renouveler, entraînant un déséquilibre générationnel. Sur le plan socioculturel, l'évolution de certains conflits ouest-africains pourrait être abordée sous l'angle du conflit générationnel et celui de la rupture du contrat social entre les cadets sociaux et les aînés.* » (Luntumbue, 2014 : 7)

Bibliographie

- Arnaud, Clara, (sous la coordination d'Olivier Ray, Valérie Tehio, François Grunewald, mars 2016, *Jeunes sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques n°15 de L'Agence française de développement, Paris, www.afd.fr
- Braud, Philippe, 1993, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, consulté sur internet (<http://conflits.revues.org/406>).
- Burkina Faso, *Rapport de synthèse du dialogue politique au Burkina Faso*, Ouagadougou, du 15 au 22 juillet 2019.
- Chef de file de l'opposition (CFOP), *Mémoire sur un an de régime du président Roch Marc Christian Kaboré*, Ouagadougou, 2017.
- Coalition d'opposition pour la réconciliation nationale (CODER), *Mémoire*, Ouagadougou, 2018, consulté sur internet (<http://lepays.bf/reconciliation-nationale-voici-testament-de-coder/>).
- Davies, James, 1971, *Vers une théorie de la révolution*. In P. Birnbaum & F. Chazel (Eds). *Sociologie politique*, Paris, A. Colin.
- De Bonneval, Emilie, 2011, *Contribution à une sociologie politique de la jeunesse – Jeunes, ordre politique et contestation au Burkina Faso*. *Science politique*, Bordeaux IV, Université Montesquieu.
- Hagberg, Sten, Kibora, Ludovic et al, 2017, *Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016. Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina Faso nouveau »*, Uppsala, Uppsala Papers in Africa Studies, éditeur : Sten Hagberg.
- Hilgers, Mathieu et Mazzocchetti, Jacinthe, 2006, L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », *Politique africaine*, n°101, p. 5-18.
- Koffi, Kouamékan J.M, Ouattara, Mama et al, 2014, « Résiliences et équilibres en Côte d'Ivoire post-crise », communication présentée au colloque annuel du GREDD, sur le thème : « Regards croisés sur la résilience et les inégalités », Abidjan, 28 au 29 novembre 2012. Consulté sur internet (<http://ethique-economique.net/>).
- Loada, Augustin et Romaniuk, Peter, 2014, *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*, Global Center on Cooperative Security, (www.globalcenter.org).
- Loada, Augustin, 1999, « Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après- Zongo », *Politique africaine*, n°76, p. 136-151.
- Luntumbue, Michel, 2014, Comprendre la dynamique des conflits. Une lecture synthétique des facteurs de conflits en Afrique de l'Ouest, *Note d'analyse du GRIP*, 14 janvier 2014, Bruxelles. URL : <http://www.grip.org/fr/node/1176>
- Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelles, Direction générale des études et des statistiques sectorielles, *Tableau de bord statistique*, Ouagadougou, 2017.
- Muntunutiwiwe, Jean-Salathiel, 2013, « La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010 », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review*. Consulté en ligne (<http://journals.openedition.org/estafrica/424>)
- Nieburg, Harold, 1969, *Political Violence : The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press.
- Offerlé, Michel, 2010, *Les partis politiques*, Paris, PUF, collection *Que sais-je ?*
- Torquinio, Cyril, 2006, « La violence politique », *Les cahiers psychologie politique*, n°8, consulté sur : (<http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1043>).

Pour en savoir plus :

contacter Dr Abdoul Karim Saïdou (IGD) : danjima.aks@gmail.com

Pour consulter les autres publications de recherche, visiter le site www.grip.org.

Ce projet collaboratif fait partie d'un vaste programme intitulé « Comprendre et surmonter l'exposition des jeunes à la violence, l'exclusion et l'injustice », financé par le Canada.



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international